

Elections au Burundi : participation inégale

RFI, 29-06-2015 Les Burundais votent ce lundi 29 juin pour élire leurs députés et leurs conseillers municipaux. Un scrutin dans des conditions difficiles après deux mois de contestation contre un troisième mandat du président Pierre Nkurunziza et dans un climat de violences, avec notamment des attaques à la grenade, ces derniers jours. Malgré les injonctions de la communauté internationale, le gouvernement a refusé tout report des élections alors que l'opposition et la société civile ont appelé au boycott. A Bujumbura, la participation est très inégale et dépend des quartiers. Dans ceux qui sont contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, le boycott de ce scrutin est massif. C'est le cas notamment de Musaga, Cibotoke et d'autres. Dans ces quartiers, le vote a débuté parfois avec plus de heures de retard et les gens ne se sont pas déplacés.

Vers 14h, les taux de participation dans certains des bureaux de vote se situaient en dessous de 5%, de quoi rendre nerveux les agents de la CENI. Dans un bureau de vote situé vers l'axe internationale de Bujumbura, un agent de la Commission électorale très nerveux pratiquement mis dehors les journalistes et a interdit aux agents électoraux sur place de parler aux médias. Même manque de mobilisation dans certaines provinces qui ont contesté le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Les électeurs rechignaient à venir voter, disant qu'ils n'en avaient pas envie pour cette élection, puisqu'ils ne la reconnaissaient pas. A Bururi, une autre situation encore. Là, on sent que le boycott de l'opposition et de la société civile a joué. C'est du moins ce que disaient les présidents des bureaux visités par ailleurs. Vers 11 heures, l'affluence était de 10%, ce qui est assez peu par rapport à 2010. Meilleure mobilisation dans les fiefs du CNDD-FDD. C'est un autre son de cloche dans les quartiers de Bujumbura qui n'ont pas manifesté jusqu'à présent. Les électeurs sont venus très tôt et à 13 heures on était à près de 50% de participation dans certains bureaux de vote. Mais c'est tout de même moins que pour les communales de 2010. Ce que l'on peut expliquer par deux raisons principales. Il y a d'abord l'appel au boycott lancé par la société civile burundaise. Et comme la capitale est une ville largement à l'opposition, ce mot d'ordre a été très suivi. C'est ce que disaient des habitants de Bujumbura qui ont participé au basket sur un terrain du centre-ville. Mais il y a aussi et c'est certain, la violence qui frappe Bujumbura. Cette nuit a été très terrifiante pour des habitants anti-troisième mandat. Au moins 15 grenades lancées ont explosé dans ces quartiers et des crissements d'armes ont été entendus toute la nuit. Les habitants de Bujumbura ont donc peur. Ce matin et jusqu'aux environs de midi, Bujumbura avait les allures d'une ville fantôme : pas de circulation, pas de magasins ouverts. On voyait juste quelques piétons anxieux traverser rapidement certains carrefours. Importants dysfonctionnements dans les provinces de Bujumbura rural et de Bururi, d'importants retards et dysfonctionnements ont pu être enregistrés. A cause des violences dans la capitale, de nombreux membres des commissions électorales locales ne se sont pas rendus dans les bureaux de vote. Ces bureaux ont ouvert en moyenne avec une à deux heures de retard. Les membres des commissions absents étaient remplacés au pied levé ce matin, pour tenter de lancer les opérations de vote. Et parmi les dysfonctionnements enregistrés, il y avait aussi des différences de bureau de vote en bureau de vote parmi les règles qui étaient appliquées. Dans certains bureaux de vote on appliquait la règle générale qui est : on montre la carte d'électeur, on montre la carte d'identité et puis dans d'autres on disait que la carte d'identité n'est pas. Enfin, il faut noter pour toutes ces provinces un élément commun : les électeurs ne parlent pas. Seuls les membres des commissions électorales s'expriment parfois. Les électeurs eux, refusent de parler aux médias. Il y a assez peu d'observateurs sur le terrain et il y a aussi très peu de journalistes présents et notamment en province.